



CONCLUSIONS

Un an après le début de la pandémie de COVID-19, au cours de laquelle la société civile organisée a joué un rôle clé pour faire face aux innombrables difficultés rencontrées à tous les niveaux, quelque 1 500 citoyens d'Europe et du monde entier ont assisté à la conférence 2021 des Journées de la société civile afin de relever, avec les organisations et institutions européennes, les défis d'une reprise durable pour l'Europe et de proposer des solutions fort opportunes pour une Union européenne qui se trouve sur le plan politique à la croisée des chemins.

C'est dans ce contexte que les recommandations suivantes visant à assurer une relance durable en Europe ont été formulées dans le cadre de huit ateliers thématiques différents:

La démocratie durable à plusieurs niveaux en Europe

- ✓ Il convient de renforcer le rôle des organisations qui servent de pont entre les citoyens européens et les gouvernements (organisations de la société civile, partis politiques, syndicats, etc.), car ce renforcement créera des synergies positives pour la société.
- ✓ Les gouvernements et les administrations devraient favoriser une véritable éducation civique ainsi qu'une habileté numérique à tous les niveaux afin d'encourager les citoyens à prendre une part active dans la société. Il est également essentiel que les administrations garantissent un accès numérique équitable et abordable à tous les citoyens afin que ceux-ci puissent participer aux processus démocratiques.

- ✓ Les administrations devraient prendre des mesures plus fermes pour mettre en place des organes délibératifs qui renforcent les sociétés démocratiques et la représentativité à tous les niveaux.

L'économie sociale et l'entrepreneuriat des jeunes pour une reprise durable et équitable

- ✓ L'économie sociale joue un rôle essentiel dans la promotion de l'esprit d'entreprise, la création d'emplois de qualité et la participation active des citoyens de l'UE au travers de modèles d'entreprise démocratiques et axés sur les personnes; elle devrait dès lors être intégrée dans l'ensemble des politiques sociales, économiques et environnementales de l'Union européenne.
- ✓ Le plan de relance de l'UE et l'instrument Next Generation EU doivent offrir des possibilités de financement aux États membres leur permettant d'investir suffisamment dans le secteur de l'économie sociale.
- ✓ Le prochain plan d'action européen en faveur de l'économie sociale, qui sera publié par la Commission européenne au quatrième trimestre de 2021, constituera un outil essentiel pour stimuler le développement des entreprises et organisations de l'économie sociale dans l'ensemble de l'UE et au-delà. Il est essentiel que des acteurs de l'économie sociale participent activement à l'élaboration conjointe de cette politique publique.

Le rôle de l'éducation et de la culture dans la reprise durable de l'Europe

- ✓ Les valeurs culturelles devraient être intégrées dans tous les contextes éducatifs, formels, non formels et informels, dès le plus jeune âge. Une éducation inclusive doit s'accompagner d'un apprentissage tout au long de la vie et intergénérationnel afin que l'éducation et la culture puissent continuer à se renforcer mutuellement et soient en mesure de pallier l'interruption des processus éducatifs.
- ✓ L'éducation et la formation doivent impérativement faire l'objet d'une approche à 360 degrés. Il est essentiel de reconnaître l'égalité de valeur de l'éducation aux arts et à la culture en accordant une place centrale à l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie, des arts et des mathématiques (STEAM). Il nous faut par ailleurs encourager le dialogue et la solidarité, et promouvoir l'empathie et la compréhension mutuelle pour améliorer notre flexibilité et nos capacités d'adaptation.
- ✓ Au moment où l'UE prend les mesures nécessaires pour surmonter la pandémie, il convient de reconnaître que la culture et l'éducation sont des atouts essentiels qui doivent

faire l'objet d'investissements afin de construire un avenir plus résilient et plus durable pour l'Europe. Les plans nationaux pour la relance qui sont en cours d'élaboration dans les États membres et seront validés par les institutions européennes doivent prévoir des fonds pour ces secteurs. Si les infrastructures sont évidemment cruciales, il est toutefois essentiel que la stratégie de relance soit axée sur les personnes.

L'avenir du travail dans l'économie du bien-être

- ✓ Le revenu de base finlandais est l'un des nombreux projets pilotes en cours dans ce domaine, mais sa mise en œuvre plus large se heurte à des obstacles tels que l'accès au financement, les problèmes juridiques, le manque de communication et les perceptions erronées. Si le revenu de base inconditionnel (RBI) et les systèmes de garantie de l'emploi pourraient aider la société à s'orienter vers une économie du bien-être, il est toutefois nécessaire de poursuivre le débat sur ce sujet. La question dans son ensemble doit être dépolitisée et davantage de projets pilotes devraient être lancés à travers l'UE afin de montrer qu'il s'agit de solutions réalisables, bénéfiques pour les citoyens et la planète et susceptibles d'être approfondies.
- ✓ Les coopératives sont un moyen de renforcer la démocratie au travail. Toutefois, en dépit d'un certain nombre d'exemples très positifs et réussis, cette forme d'entreprise doit être promue de manière plus énergique, de même que les modifications et cadres législatifs qui s'imposent au niveau de l'UE. L'économie a besoin d'une combinaison de différentes formes d'entreprises qui soient plus résilientes, soutiennent les travailleurs, rendent un peu de ce qu'elles ont reçu à la société et présentent une meilleure empreinte écologique.
- ✓ La discussion sur la réduction du temps de travail doit aborder différents aspects. Par exemple, comment faire en sorte qu'il soit financièrement plus avantageux pour les entreprises d'employer davantage de personnes pendant un nombre moins important d'heures et que peut-on faire concernant les salaires réduits en conséquence, en particulier pour les emplois qui se situent déjà au bas de l'échelle salariale.

Le militantisme des jeunes, le changement systémique et la reprise en Europe

- ✓ L'Union européenne devrait veiller à ce que les États membres fassent en sorte que tous les jeunes aient accès à l'éducation, à l'information et aux technologies afin qu'ils puissent devenir des membres actifs de la société et faire entendre leur voix auprès des institutions de l'UE.
- ✓ Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans une société où la démocratie est en perte de vitesse. Il est donc d'autant plus nécessaire de s'assurer qu'ils aient la possibilité de participer utilement et de s'engager dans l'ensemble des domaines d'action de l'Europe, et pas

seulement dans la politique de la jeunesse. En outre, les jeunes devraient également jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des politiques, en veillant à ce que les organisations dirigées par des jeunes ou travaillant avec eux aient accès à des financements.

- ✓ La mobilité permet aux jeunes d'élargir leur vision du monde et d'acquérir des compétences précieuses qui leur permettront de devenir des citoyens actifs et d'entrer en contact avec d'autres jeunes issus de toute l'Europe et du monde entier. Après la crise sanitaire, la réintroduction de la mobilité à des fins d'apprentissage ainsi que la poursuite et l'intensification des échanges au sein de l'Europe dans le cadre des programmes Erasmus + et du programme «corps européen de solidarité», entre autres, devront être considérées comme des priorités absolues.
- ✓ Il y a lieu de mettre en place une plateforme sur le modèle d'un panel consultatif de l'UE pour la jeunesse afin de relayer les points de vue des jeunes en leur permettant de figurer à la table des décisions et en leur fournissant en fin de compte des connaissances, des informations et des ressources financières. Seule une participation bidirectionnelle structurée, responsabilisée et efficace aux processus décisionnels à tous les niveaux peut garantir que les initiatives citoyennes se traduisent dans les faits et puissent être développées pour devenir un moteur de changement.

Un pacte vert social pour une reprise durable

- ✓ Dans le cadre de l'action pour le climat et du pacte vert pour l'Europe, il convient de redoubler d'efforts pour éradiquer la pauvreté, l'injustice et les inégalités entre les hommes et les femmes et de veiller à ce que toutes les politiques et tous les programmes de l'UE s'inscrivent dans une stratégie globale pour l'après-2020 axée sur les ODD.
- ✓ Un engagement structuré et constructif des parties prenantes dans les processus relatifs à une transition juste et à la relance s'impose, ainsi qu'un solide dialogue social et civil à tous les niveaux.
- ✓ Le pacte vert pour l'Europe devrait s'accompagner d'un renforcement des systèmes de protection sociale dans tous les États membres.

Le rôle des principaux groupes de la société civile dans la vague de rénovations

- ✓ L'atelier a mis en évidence que la vague de rénovation en Europe requiert impérativement la mobilisation de groupes clés de la société civile, notamment les représentants des propriétaires et des architectes. Ces groupes jouent un rôle crucial pour mobiliser, conseiller et soutenir les citoyens dans leur parcours de rénovation et veiller à réaliser des

projets de qualité. Ils sont en outre des partenaires clés pour les pouvoirs publics à tous les niveaux de gouvernance.

- ✓ Si nous voulons vraiment accélérer le rythme de la rénovation en Europe, il est essentiel de sensibiliser davantage les citoyens aux défis et aux possibilités en matière de rénovation des bâtiments. Les pouvoirs publics et les groupes de la société civile ont un rôle essentiel à jouer à cet égard. Le «nouveau Bauhaus européen», dont la phase de conception conjointe vient d'être lancée, est une initiative intéressante et prometteuse qui est susceptible de contribuer à sensibiliser les citoyens, à recueillir leurs idées et à servir de plateforme pour imaginer l'environnement bâti de demain.
- ✓ Deux principes sont essentiels s'agissant de la rénovation des bâtiments: *le caractère abordable* et *la qualité*. Ces principes ne sont pas contradictoires mais peuvent être appliqués en parallèle. La rénovation doit faire l'objet d'une approche globale qui ne se limite pas à l'efficacité énergétique et aux économies et qui s'efforce d'améliorer le bien-être et le confort des occupants ainsi que la valeur des bâtiments.
- ✓ Les objectifs politiques doivent être réalisables, adaptés à leur finalité et fondés sur la confiance, l'effort commun et le dialogue.

Le rôle et la valeur économique des volontaires dans la voie de la reprise et au-delà

- ✓ Les organisations de la société civile n'ont été associées à l'élaboration des plans nationaux pour la relance que de manière marginale, mais nous devons faire en sorte que cette tendance s'inverse au moment de leur mise en œuvre. C'est particulièrement important en ce qui concerne l'apport et la contribution des volontaires, et la possibilité de considérer les heures de volontariat comme une forme de cofinancement pour des aides ou des subventions faciliterait grandement l'accès de la société civile à des fonds. L'aide doit cibler les besoins spécifiques des volontaires. Ceux-ci pourront ainsi contribuer plus efficacement à la résilience future dans le cadre de la relance, ce qui permettra d'améliorer la situation antérieure à la crise.
- ✓ En l'absence de données comparables, solides et fiables sur le volontariat en Europe, il ne sera pas possible de définir les politiques et programmes qui permettront de tirer réellement le meilleur parti de cette énorme ressource renouvelable en Europe. Les décideurs politiques doivent collaborer avec d'autres parties prenantes afin de mieux appréhender l'importance et l'impact du volontariat pour la relance et l'avenir de l'Europe.
- ✓ Le volontariat est une expression des valeurs européennes et un exemple d'une société fondée sur la solidarité, l'inclusion et les principes démocratiques, c'est-à-dire la société que nous voulons pour l'Europe. Les décideurs politiques et la société elle-même doivent

voir dans le volontariat plus qu'une activité à laquelle on consacre une poignée d'heures: ils doivent reconnaître qu'il contribue à l'avenir de l'Europe. Le dixième anniversaire de l'Année européenne du volontariat (#EYVPlus10) devrait mettre l'accent sur cet aspect.
